

Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis Abeba



Un surendettement chronique

L'accumulation des arriérés de paiement et les sanctions imposées à l'Érythrée ont entraîné la cessation des prêts par les bailleurs multilatéraux, en dépit d'une dépendance historique du pays aux prêts concessionnels, notamment ceux de la Banque mondiale. Le pays se trouve actuellement en situation de surendettement, en particulier au niveau domestique envers les banques érythréennes. Des ajustements politiques et économiques seraient nécessaires pour permettre de revenir à un niveau d'endettement viable et de réengager les bailleurs multilatéraux.

1. Une dette publique extrêmement élevée

Le niveau de dette publique érythréenne est extrêmement élevé (5,9 Md USD, soit 219 % du PIB en 2023 selon la Banque mondiale⁵, contre 60 % en moyenne en Afrique subsaharienne) **mais suit une trajectoire décroissante** (-26 pts depuis 2021).

La dette domestique représente la majeure partie de la dette publique (environ 80 % en 2023 selon la Banque mondiale). Cela reflète à la fois les sanctions internationales imposées au pays⁶ et le souhait des autorités d'assurer leur souveraineté financière, en limitant leurs recours à des prêts extérieurs. En outre, la contraction d'une dette externe est limitée par le faible nombre de secteurs d'activité capables de générer des revenus suffisants – en devises étrangères – pour le remboursement. Seul le secteur minier génère des devises, ce qui a permis à l'Érythrée de rembourser ses dettes à *China Exim Bank*, qui a accordé des prêts au pays depuis 2009. Toutefois, l'état de ces remboursements reste difficile à déterminer.

La dette publique externe représente une faible partie de la dette publique (20 % du total en 2023), **en baisse avec le retrait des bailleurs multilatéraux.**

- **Les bailleurs multilatéraux détiennent la majorité de la dette externe.** Néanmoins, suite à des dissensions diplomatiques et à l'accumulation d'arriérés de remboursement (estimés à 175 M USD), la Banque mondiale a cessé en 2009 ses prêts à l'Érythrée. Côté FMI, la relation avec le pays a démarré dès 1994 mais s'est *de facto* arrêtée en 2009 malgré quelques assistances ponctuelles et une visite de haut niveau. Après l'accord de paix signé en juillet 2018 avec l'Éthiopie, des contacts avaient été relancés entre l'Érythrée et les bailleurs. En 2019, une équipe conjointe de la Banque mondiale et du FMI s'est ainsi rendue en Érythrée afin de mener une analyse de la dette érythréenne. Cependant, le document n'a pas été rendu public faute d'accord avec les autorités érythréennes qui ne souhaitent rendre public le budget du pays, ni s'engager dans les réformes que les deux institutions pourraient recommander. La Banque africaine de Développement (BAD) est l'unique bailleur multilatéral à poursuivre ses engagements financiers dans le pays. Bien qu'elle n'accorde plus de prêt à l'Érythrée depuis 2019 elle finance toujours quelques projets en dons, notamment dans le secteur de l'électricité. Le pays rembourserait sa dette envers la BAD sans défaut.
- **La dette externe bilatérale de l'Érythrée est détenue par plusieurs bailleurs bilatéraux** (Chine, Émirats Arabes Unis, Qatar). La Chine qui a régulièrement octroyé des prêts à l'Érythrée depuis son indépendance. Bien que le secteur minier soit le principal bénéficiaire des prêts chinois, d'autres secteurs tels que les télécommunications, l'énergie ou le transport en ont également bénéficié. En 2018, la Chine a par exemple accordé un prêt de 87 M USD pour la première phase de la construction de la route de 29 km liant la ville d'Adi-Guaedad à Habela. L'Érythrée a également contracté des prêts auprès des

⁵ L'Érythrée ne publiant pas de chiffres officiels sur la dette publique, les données citées dans cette note, sont tirées des estimations de la Banque mondiale, sauf précisions contraires.

⁶ L'Érythrée avait été en 2009 le coup de sanctions du Conseil de sécurité pour son soutien présumé aux djihadistes en Somalie. Ces sanctions ont été levées après l'accord de paix signé en 2018 avec l'Éthiopie. Suite à la participation de l'armée érythréenne dans le conflit au Tigré en Éthiopie entre 2020 et 2022, l'Érythrée a été de nouveau sanctionnée par l'UE (gels des avoirs, restrictions d'entrée) et le Trésor étatsunien (sanctions économiques, gels des avoirs) en 2021.

Émirats Arabes Unis ou le Qatar. L'absence de remboursement de l'Érythrée sur certains de ses prêts lui a valu des procès intentés par la Banque nationale du Qatar (QNB) en Grande Bretagne et aux États-Unis, imposant au pays de régler 253 M USD à la QNB, en plus des intérêts.

- **L'Érythrée n'a pas de créancier privé externe.**

2. Une dette jugée insoutenable

Compte tenu d'une dette jugée insoutenable depuis 2018, l'Érythrée est classée dans la catégorie des pays en surendettement par la Banque mondiale et le FMI. Le niveau de dette est néanmoins sur une tendance baissière. Cette baisse devrait se poursuivre à moyen terme : elle devrait atteindre 211 % du PIB en 2024 puis 177 % en 2027⁷. S&P a en mars 2025 réhaussé les notes de risque de défaut à court et moyen terme de l'Érythrée⁸. L'absence d'engagement de l'Érythrée avec ses créanciers officiels place à présent le pays dans la catégorie Défaut-Accumulation d'arriérés d'intérêts, tandis que les perspectives à court et moyen terme restent négatives.

Une restructuration de la dette érythréenne serait nécessaire afin de pouvoir atteindre un niveau d'endettement viable. La Banque mondiale indique que l'Érythrée pourrait être éligible à un allègement de la dette *via* l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe – cf. glossaire), mais le pays n'a pas initié le processus. Cela nécessiterait une ouverture du pays et la reprise des financements internationaux, pour lesquelles l'Érythrée devrait mettre en place des réformes structurelles dans l'objectif de diversifier ses activités économiques et d'attirer des investissements directs étrangers.

⁷ [Eritrea, Banque mondiale, 2023](#)

⁸ [Les risques de défaut sont mis à jour tous les trimestres sur la base des dernières prévisions économiques. Tandis que le risque à court terme est calculé pour l'année en question, le risque à moyen terme est calculé pour les 5 ans à venir.](#)